

Je vous mets en lien la lettre au Président de la République que toute la gauche a cosignée pour soutenir les sans-papiers qui font grève de la faim. A l'aube de la réouverture (enfin !) des négociations, nous espérons vivement que se mettent en place des critères de régularisation et que les revendications des travailleurs grévistes sans-papiers aboutissent.

J'en profite pour vous annoncer qu'un concert de soutien aux familles, aux jeunes et aux travailleurs sans-papiers aura lieu le 18 septembre à Bercy. Les bénéfices, s'il y en a, seront versés dans la caisse des grévistes, qui en ont bien besoin après 8 mois de grève !

Plus d'information sur le site suivant : www.rocksanspapiers.org

A Paris, le 10 juin 2010

A l'attention de
M. Sarkozy, Président de la République

Copie à :

M. Fillon,
Premier Ministre
M. Woerth,
Ministre du Travail, de la Solidarité et de la Fonction publique
M. Besson,
Ministre de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement solidaire

Monsieur le Président,

En tant que responsables des principaux partis de gauche et écologistes, nous tenons à vous faire part de notre soutien aux 6000 travailleuses et travailleurs sans papiers en grève depuis le

12 octobre 2009.

L'emploi de travailleurs et de travailleuses sans papiers est une réalité économique et sociale en France. Ils sont incontournables dans nombre de secteurs comme le bâtiment, les travaux publics, le nettoyage, la sécurité, la restauration, l'aide à la personne, l'agro-alimentaire, la confection etc., souvent via la sous-traitance ou l'intérim.

Leur régularisation est une nécessité, au nom de la dignité des ces travailleuses et travailleurs sans droits exploités alors qu'ils paient des impôts, cotisent à toutes les caisses de solidarité mais risquent quotidiennement l'expulsion. Leur régularisation est une nécessité, afin que le droit du travail soit appliqué à toutes et tous et par tous, et permette l'égalité effective de traitement entre salariés. Ce conflit du travail doit enfin trouver une issue positive.

Le 27 mai, des centaines de travailleurs grévistes sans-papiers, avec le soutien des Onze, ont occupé les marches de l'Opéra Bastille pour appuyer la demande d'une circulaire qui définisse des critères objectifs de régularisation, garantissant l'égalité de traitement entre tous les salariés et applicable sur l'ensemble du territoire.

Le 3 juin dernier, les services de la Préfecture de Police de Paris avaient tenté une opération d'évacuation par la force des grévistes. L'ensemble de nos organisations a alors condamné cette action répressive qui n'a pas brisé le mouvement.

Nous savons que les négociations avec les ministères de l'immigration et du travail vont reprendre ce vendredi et nous nous en félicitons. Lors des rendez-vous des 14, 20 mai et 2 juin derniers avec vos services, les organisations syndicales porte-parole du groupe des Onze organisations de soutien au mouvement de grève ont exposé l'ensemble du dossier à partir de « l'approche commune », le texte présenté avec différents employeurs et organisations patronales.

Il nous semble plus qu'urgent que la reprise des négociations de ce vendredi 11 juin permette enfin d'intégrer dans la nouvelle définition des critères de régularisation de votre gouvernement les revendications des grévistes et des organisations syndicales et associatives qui les soutiennent.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos salutations respectueuses.

Nathalie Arthaud, Lutte Ouvrière

Martine Aubry, Parti Socialiste

Clémentine Autain, Fédération pour une Alternative Sociale et Ecologique

Olivier Besancenot, Nouveau Parti Anticapitaliste

Jean-Jacques Boilaroussie, les Alternatifs

Marie-George Buffet, Parti Communiste Français

Cécile Duflot, Les Verts

Lucien Jallamion, République & Socialisme

Jean-Luc Mélenchon, Parti de Gauche

Christian Picquet, Gauche Unitaire

Christian Pierrel, Parti Communiste des Ouvriers de France